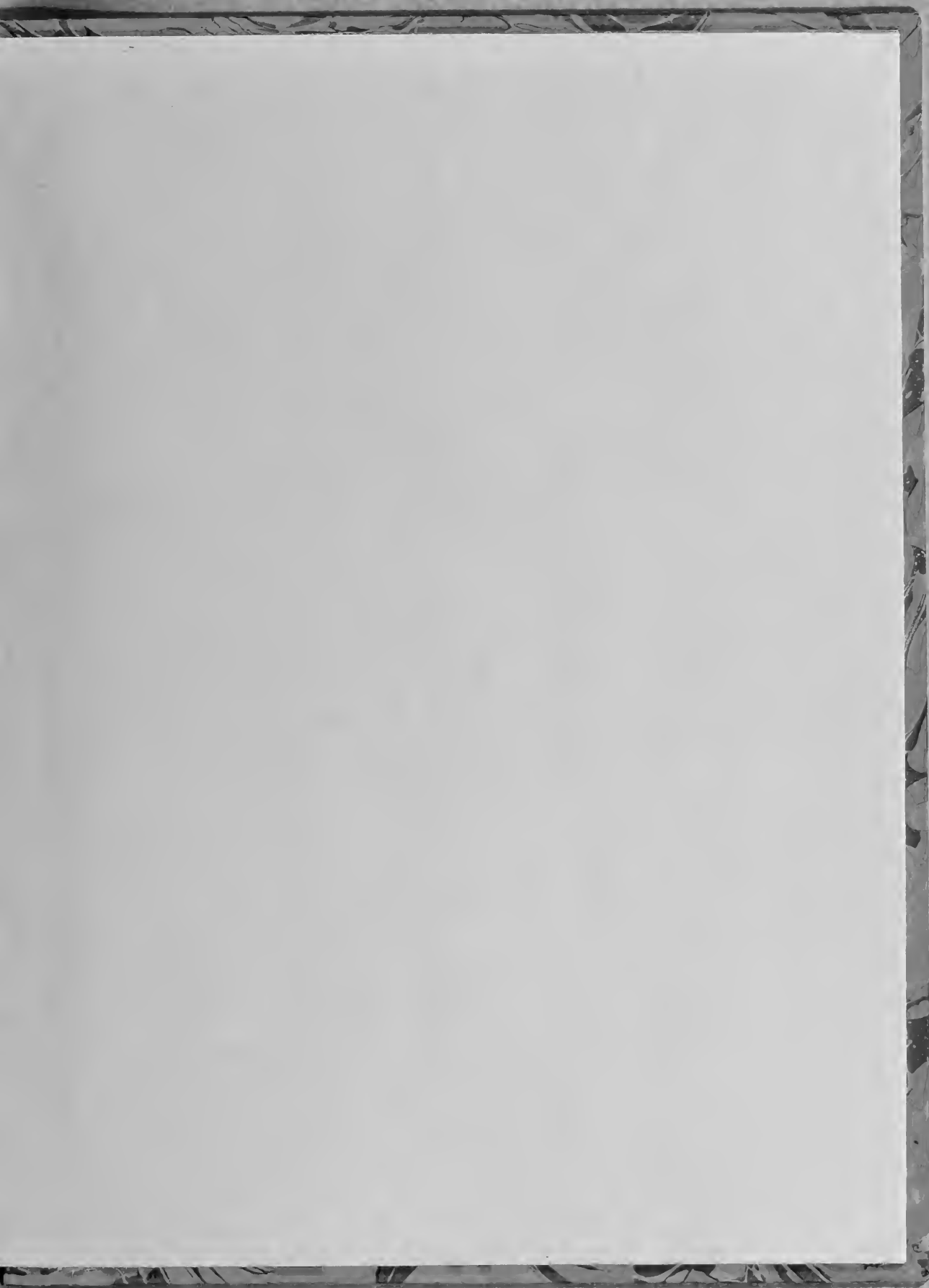




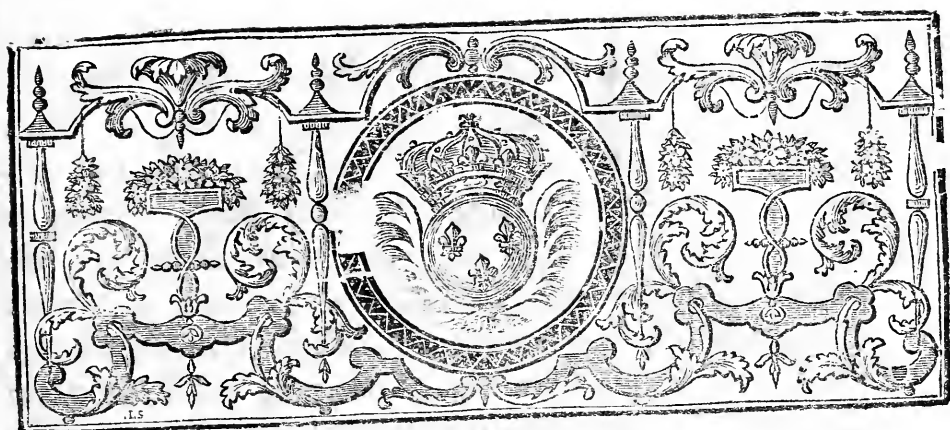
John Carter Brown
Library
Brown University

*The Gift of
The Associates of
The John Carter Brown Library*









É D I T DU ROI,

*PORTANT établissement à Versailles d'un Dépôt
des Papiers publics des Colonies.*

Donné à Versailles au mois de Juin mil sept cent soixante-seize.



LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous présens & à venir ; SALUT. Les papiers publics des Colonies françoises de l'Amérique, de l'Afrique & de l'Asie ont été, de tous les temps, exposés par l'effet du climat, à plusieurs causes de destruction. Les actes d'une génération se conservant à peine, sans être altérés pour la génération suivante ; & l'état civil, comme les propriétés de ceux de nos Sujets qui habitent ces pays, se trouvent sans cesse compromis. L'inutilité des moyens essayés jusqu'à ce jour sur les lieux, pour

A

conserver des titres qui intéressent aussi essentiellement le repos & la sûreté des familles , ne nous laisse de ressource que dans l'établissement en France d'un Dépôt où seront apportées des expéditions légales & authentiques , tant des Registres de baptêmes , mariages & sépultures , que de tous actes judiciaires & extrajudiciaires , concernant les personnes & les propriétés pour le passé & pour l'avenir , des duplicata des actes qui auront lieu après l'enregistrement du présent Edit. Les originaux laissés sur les lieux pourront aussi être suppléés en cas de perte ou d'autres accidens , par des copies de ces expéditions ou duplicata , lesquelles seront envoyées dans les Colonies où il en sera besoin. Un autre effet de cet établissement sera encore de fournir , sur l'existence de nos Sujets qui passent dans lesdites Colonies , des renseignemens que le trop grand éloignement ne permet de se procurer qu'avec peine , & dont le défaut arrête souvent des arrangemens intéressans pour les familles. A CES CAUSES , & autres à ce Nous mouvantes , de l'avis de notre Conseil , & de notre certaine science , pleine puissance & autorité royale ; Nous avons par le présent Edit perpétuel & irrévocable , dit , statué & ordonné ; disons , statuons & ordonnons , voulons & nous plaît ce qui suit.

A R T I C L E P R E M I E R.

IL sera établi à Versailles , pour la conservation & sûreté des papiers publics de nos Colonies , un

Dépôt sous le nom de ³DÉPÔT DES CHARTRES DES COLONIES, dont la forme sera déterminée par le présent Edit.

I I.

IL sera fait incessamment par les Greffiers des Conseils Supérieurs, un relevé sommaire des enregistrements faits avant cet Edit, des Loix émanées de notre autorité, & des expéditions, tant des Réglemens faits par les Gouverneurs généraux & Intendants, avec mention sommaire de leurs enregistrements, que des Réglemens faits par les Conseils Supérieurs. On remontera à un temps aussi reculé que l'état des Registres pourra le permettre. Ces relevés & expéditions seront signés par lesdits Greffiers, & visés par le Président de chaque Conseil.

I I I.

LES Curés ou Desservans les Paroisses, feront aux frais des Paroisses un double signé d'eux, & légalisé par le Supérieur Ecclésiastique, des Registres de baptêmes, mariages & sépultures dont ils seront dépositaires, & les Préposés aux Hôpitaux civils, un double des Registres d'inhumations qui auront précédé l'enregistrement du présent Edit, pour être remis ainsi qu'il sera dit ci-après.

I V.

LES Curés & Desservans les Paroisses feront, en

cas de refus ou de négligence , contraints , à la poursuite de nos Procureurs , par la saisie de leur temporel , ou de celui des Missions dont ils relevent , à la remise desdits Registres. Les Préposés aux Hôpitaux civils seront contraints par des amendes qu'ils ne pourront répéter sur les biens desdits Hôpitaux.

V.

LES Greffiers feront aussi incessamment expéditions signées d'eux & visées par le premier Officier du Siege , sans frais , des Registres de baptêmes , mariages & sépultures , déposés en leurs Greffes , dont le premier double ne sera pas trouvé ès mains du Curé ou Desservant de la Paroisse , avec lequel ils vérifieront le nombre & les années des Registres dont il se trouvera dépositaire ; à quoi les Greffiers seront contraints par interdiction , à la poursuite de nos Procureurs.

V I.

ENJOIGNONS aux Gouverneurs généraux & Intendants aux Conseils Supérieurs , & à nos Procureurs généraux , de tenir la main à ce que les expéditions ci-dessus prescrites , se fassent avec le plus de diligence & d'exactitude qu'il sera possible , & soient tous les trois mois remises aux Greffes des Intendances & Subdélégations , suivant les résidences , avec des états dans la forme de ceux mentionnés ci-après.

V I I.

LES Parties intéressées à des actes , jugemens ou Arrêts de date antérieure à l'enregistrement du présent Edit , pourront , pour leur sûreté , remettre à leurs frais , aux Greffiers des Conseils Supérieurs ou des Juges des lieux , des expéditions desdits actes , jugemens ou Arrêts , signés & collationnés par les Notaires ou Greffiers , dépositaires des minutes , & visées par le Président du Conseil , ou par le Juge ordinaire , sans frais. Il sera fait sommairement mention du Dépôt par lesdits Greffiers , sur un Registre tenu à cet effet , coté & paraphé par le Président du Conseil , ou par le Juge des lieux , sans frais ; & pour ladite mention , il sera payé pour chaque Dépôt aux Greffiers , un droit de cinq sous , monnoie de France , dans les Colonies où les payemens se font en cette monnoie , & de sept sous six deniers dans les autres Colonies.

V I I I.

LES Officiers des Classes dans les Colonies françoises , feront incessamment un relevé des Passagers arrivés de France ou autres lieux , & de ceux qui seront partis desdites Colonies , soit pour France , soit pour une autre Colonie , depuis l'année 1749 inclusivement , autant que l'état des Registres tenus & des rôles d'équipages expédiés au Bureau jusqu'à ce jour , pourra le permettre. Il sera pa-

reillement adressé par le Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine, des ordres aux Officiers des Classes des Ports de France où se font les embarquemens pour les Colonies, de faire un relevé par année, depuis & compris 1749, des rôles d'équipages, en ce qui concerne seulement les passagers qui y sont portés, soit en allant, soit en revenant; lesquels relevés seront visés, tant dans les Colonies que dans les Ports de France, par les Officiers supérieurs d'administration, & adressés par ces derniers au Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine.

I X.

APRÈS l'enregistrement du présent Edit, les Greffiers des Conseils Supérieurs feront expédition des loix qui émaneront à l'avenir de Nous, & des Réglemens qui seront faits par les gouverneurs généraux & Intendans, avec mention des Arrêts d'enregistrement, ainsi que des Arrêts de Règlement, faits par les Conseils Supérieurs; & ces expéditions seront visées des Présidens de chaque Conseil Supérieur.

X.

LES Curés ou Desservans les Paroisses, tiendront à l'avenir, aux frais de la Paroisse, un troisieme Registre pour les baptêmes, mariages, & sépultures, dans la forme prescrite par les Ordonnances, & leur signature sera légalisée au bas de la dernière page,

par le Supérieur Ecclésiastique. Les Préposés aux Hôpitaux civils tiendront aussi un troisieme Registre des inhumations faites auxdits Hôpitaux, & leur signature sera légalisée au bas de la derniere page, par le Juge des lieux, sans frais.

X I.

LES Notaires retiendrons, aux frais des Parties, deux minutes des différens actes qu'ils recevront, dont l'une sera destinée pour le Dépôt, & visée sans frais par le Juge des lieux. Exceptons néanmoins de la nécessité de la seconde minute, les actes d'inventaire, de partages ou de ventes sur inventaires, sauf aux Parties à remettre, à leurs frais, expéditions desdits actes aux termes de l'Article VII, lorsqu'elles le croiront nécessaire pour leur sûreté.

X I I.

EXCEPTONS pareillement de la nécessité des deux minutes, la rédaction des testamens, si les circonstances ne permettent pas de dresser sur le champ une seconde minute. Voulons en ce cas que la seconde minute soit remplacée aux frais des Parties, par une expédition faite & signée dans les quinze jours de l'ouverture & publication desdits testamens, & visée par les Juges des lieux, sans frais.

X I I I.

LES Greffiers des Conseils Supérieurs & des Sie-

ges inférieurs , retiendront pardevers eux , aussi aux frais communs des demandeurs & des défendeurs , des expéditions des Arrêts & jugemens définitifs rendus contradictoirement ou par défaut , en matiere civile seulement ; lesquelles expéditions seront visées par les Présidens des Conseils & par les Juges des lieux , sans frais : exceptons de la disposition du présent article , les Jugemens rendus sur action purement personnelle entre Parties présentes ou domiciliées dans la Colonie.

X I V.

LES Greffiers du Tribunal terrier retiendront également , aux frais des Parties , des expéditions des Jugemens définitifs rendus contradictoirement ou par défaut ; lesquelles expéditions seront visées par le Président du Tribunal.

X V.

POURRONT les Parties intéressées aux concessions des terrains dans les campagnes , & des emplacements en Ville , & aux Procès verbaux d'arpentage & placement desdites concessions antérieures ou postérieures à l'enregistrement du présent Edit , déposer aux Greffes des lieux de leur résidence , aux termes de l'Art. VII , des expéditions desdits actes , lesquelles seront signées par les dépositaires des minutes & visées ; savoir , les concessions , par les Gouverneur général & Intendant , & les Procès verbaux d'arpentage

9

tage ou de placement, & tous autres actes de cette nature, par le Juge des lieux, sans frais.

X V I.

LES Greffiers des Intendances ou Subdélégations retiendront pareillement, aux frais des Parties, une seconde minute des actes d'affranchissemens, qui sera visée par les Gouverneur & Intendant; & il sera permis aux libres & aux affranchis de remettre, aux termes de l'Article VII, expédition des actes d'affranchissemens accordés précédemment à eux ou à leurs auteurs, signée du Greffier de l'Intendance ou Subdélégation, dépositaire de la minute, & visée par les Gouverneur & Intendant.

X V I I.

LES Curés ou Desservans les Paroisses, les Préposés aux Hôpitaux civils, les Greffiers des différens Tribunaux & les Notaires, feront, à la diligence de nos Procureurs généraux & de leurs Substituts, tenus de remettre dans le premier mois de chaque année, au Greffe de l'Intendance ou de la Subdélégation, le plus prochain de leur résidence, les doubles des Registres de baptêmes, mariages & sépultures, les doubles des Registres d'inhumations faites aux Hôpitaux civils, les expéditions des Loix & des Réglemens, les doubles minutes ou expéditions des actes ou jugemens retenus ou reçus par eux, dans le

cours de l'année précédente. Chacun de ces dépositaires dressera en même-temps trois états sommaires des Registres & pieces qu'il aura à déposer, contenant le nombre & l'année des Registres, la date des Arrêts & Jugemens, la nature & la date des actes, avec les noms des Parties.

X V I I I.

CES états seront certifiés par les Déposans, & visés sans frais ; ceux des Desservans des Paroisses, des Préposés aux Hôpitaux civils, & des Greffiers des Sieges royaux, civils & d'Amirauté, par les Juges des lieux ; ceux des Greffiers des Intendances ou Subdélégations, du Tribunal terrier & des Conseils Supérieurs, par les Présidens respectifs.

X I X.

DEUX de ces états seront remis au Greffe de l'Intendance ou de la Subdélégation, suivant la résidence du déposant ; l'un sera envoyé en France ; le second restera en dépôt au Greffe de l'Intendance ou de la Subdélégation, pour y avoir recours en cas de besoin ; le troisieme demeurera es mains du déposant, pour lui servir de décharge ; à l'effet de quoi le Greffier de l'Intendance ou de la Subdélégation certifiera, sans frais, au bas de ce troisieme état, que remise lui a été faite des pieces y mentionnées.

II
X X.

LES Officiers des Classes tiendront à l'avenir un Registre coté & paraphé par l'Officier Supérieur de l'administration , qui contiendra les noms & qualités des Passagers arrivés de France ou d'autres lieux dans la Colonie , les noms des Navires sur lesquels ils auront passé , & la date de leur arrivée , ainsi que les noms & qualités des Passagers qui partiront des Colonies , le nom des Navires sur lesquels ils passeront , & la date de leur départ , avec mention de leur destination pour France , pour une autre Colonie ou autre lieu quelconque ; duquel Registre il sera fait un relevé qui sera visé par l'Officier Supérieur de l'administration , & déposé dans le premier mois de chaque année au Greffe de l'Intendance , pour être envoyé en France. Il sera également tenu dans les Ports de France , par les Officiers des Classes , pareil Registre , contenant les noms & qualités des passagers allant aux Colonies ou venant d'icelles, dont le relevé fait en la même forme , sera adressé tous les ans au Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine.

X X I.

LE Greffier de l'Intendance ou de la Subdélégation dressera un état général sommaire des papiers qui lui auront été remis ou envoyés , par Chapitres séparés , où seront distingués les Registres de baptêmes , mariages ou sépultures , les Arrêts & les Jugemens , les actes passés devant Notaires , les actes re-

mis par les Parties, les affranchissemens, les concessions, la qualité & la résidence du déposant, & la date de la remise en son Greffe, & cet état général fera visé de l'Intendant.

X X I I.

Les relevés, doubles minutes & expéditions, ordonnés par les Articles précédens, seront écrits sur papier à la Tellere en écriture courante, & seront payés à raison de vingt sous le rôle dans les Colonies où les paiemens se font en monnoie de France, & de trente sous dans les autres Colonies, le rôle contenant deux pages de vingt-quatre lignes chacune, & la ligne au moins quinze syllabes; les pieces marquées par les Articles VII, XI, XIII, XIV, XV, XVI, seront payées par les Parties intéressées. L'Intendant pourvoira sur ce pied, aux frais du Domaine, au payement des relevés & expéditions ordonnés par les Articles II, V, IX, & sur un pied modéré au payement des états & frais de transport marqués par les Art. XVII & XXI, & aux dépenses nécessaires pour l'exécution des Articles ci-après; desquels paiemens il fera annuellement, par l'Intendant, envoyé un état au Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine.

X X I I I.

Tous lesdits papiers, avec les états généraux & particuliers d'iceux, seront mis & emballés avec soin dans une ou plusieurs caisses scellées du sceau de l'In-

tendant, & chargés, par les ordres dudit Intendant, sur un ou plusieurs Navires avec connoissement ; le Procès verbal de scelé & le connoissement seront envoyés par l'Intendant au Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine. Les clefs des caisses seront confiées à l'Officier d'administration embarqué sur l'un de nos Vaisseaux, ou aux Capitaines des Navires marchands qui auront signé les connoissens. Enjoignons audit Officier d'administration & auxdits Capitaines, de veiller avec la plus grande attention à la conservation de ces papiers, & à ce que les caisses les contenant, soient placées dans l'endroit le plus sain, à peine contre les Officiers d'administration, d'interdiction, & contre les Capitaines des Bâtimens marchands, d'être privés de Commandement pendant une année, pour la première fois, & pour toujours en cas de récidive. Leur permettons, en cas de nécessité, d'ouvrir les caisses pour en déplacer les papiers ; de quoi il sera dressé un Procès verbal signé par les Officiers de l'Etat-Major de nos Vaisseaux ou par les Officiers des Navires marchands, & envoyé au Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine.

X X I V.

Ces caisses seront remises avec les clefs au premier Officier d'administration du port de l'arrivée, lequel en déchargera le connoissement après avoir vérifié les scellés ; & s'ils ne paroissent pas entiers, ou si les événemens ont donné lieu à quelques avaries

ou déplacement pendant la traversée, il en sera donné avis au Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine, sur les ordres duquel il sera dressé dans le Port, s'il y écheoit, Procès verbal de l'état des caisses, & de la nature & des suites des avaries.

X X V.

L'OFFICIER d'Administration adressera lesdites caisses par la Messagerie, au Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine, lequel ordonnera la levée des scellés, après qu'ils auront été reconnus sur les Procès verbaux faits dans les Colonies, dans les Bâtimens de transport ou dans les Ports du débarquement, & la vérification du contenu desdites caisses, par confrontation des états ordonnés par les Articles XVII & XXI du présent Edit; de quoi il sera dressé Procès verbal, au pied duquel & sur l'ordre du Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Marine, le Directeur du Dépôt, que nous commetterons par un brevet particulier, prendra charge des papiers y contenus, dont il lui sera remis un double souscrit dudit Secrétaire d'Etat.

X X V I.

CEUX qui auront intérêt à demander expédition de quelques pieces faisant partie du Dépôt, s'adresseront au Directeur d'icelui, en lui justifiant de leur droit ou qualité, soit par des titres, soit par le certificat en bonne forme, des Juges de leur domicile.

X X V I I.

LES expéditions visées par le Directeur du Dépôt, feront foi en justice ; elles seront délivrées sans frais sur papier commun , & ne seront sujettes au contrôle , comme étant représentatives de titres & actes passés & reçus dans des pays où le papier timbré ni le contrôle n'ont pas lieu , à moins qu'il n'en soit fait usage en Justice réglée ; auquel cas lesdites expéditions seront contrôlées , & les droits acquittés dans les Bureaux les plus prochains, conformément à la Déclaration du 6 Décembre 1707 , & à l'Art. XCVII du Tarif du Contrôle du 29 Septembre 1722. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenans notre Cour des Comptes, Aydes & Finances de Rouen, que notre présent Edit ils aient à faire lire , publier & registrer , & le contenu en icelui faire garder , observer & exécuter selon sa forme & teneur , nonobstant tous Edits, Déclarations & autres à ce contraires , auxquels Nous avons dérogé & dérogeons par le présent Edit. CAR tel est notre plaisir ; & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours , Nous y avons fait mettre notre scel. DONNÉ à Versailles au mois de Juin , l'an de grace mil sept cent soixante-seize , & de notre règne le troisième.

Signé , LOUIS. Visa HUE DE MIROMENIL. Et plus bas , par le Roi. Signé , BERTIN , avec paraphe.

Registré ès Registres de la Cour des Comptes ,

Aydes & Finances de Normandie , au Bureau des Aydes ; ce requérant le Procureur général du Roi , pour être exécuté selon sa forme & teneur , suivant & aux termes de l'Arrêt de la Cour rendu les Bureaux assemblés , cejourd'hui dix-neuf Mars mil sept cent soixante-dix-sept.

Par la Cour. Signé, DOMMEY.

Lu & publié l'Audience de la Cour des Comptes , Aydes & Finances de Normandie , s'éant au Bureau des Aydes ; oui & ce requérant le Procureur général du Roi , pour être exécuté selon sa forme & teneur ; ordonné que Vidimus d'icelui duement collationnés seront envoyés dans tous les Sieges du Ressort de la Cour , pour y être pareillement enregistré , lu , publié , affiché & exécuté à la diligence des Substitués du Procureur général du Roi , qui seront tenus d'en certifier la Cour au mois , suivant & aux termes de l'Arrêt de ladite Cour de cejourd'hui vingt-un Mars mil sept cent soixante-dix-sept.

Signé, DOMMEY.

*Collationné
Dommev*







EB

N^o A

1368a

1-512E

